

QUESTIONS SOCIOPOLITIQUES

ÉPUISEMENT DU MODÈLE DE L'ÉTAT SOCIAL

Entre l'épuisement du modèle de « l'état social » et celui des paradigmes en sciences sociales

Pour citer cet article

BAZIN H. [1996], « Épuisement du modèle de l'État social », in PEPS n° 52/53, association Paroles Et Pratiques Sociales, pp.85-99.

Résumé

Le chômage et la précarisation, plus qu'un « problème », sont des solutions apportées à la modernisation et la compétitivité au prix de l'élimination de ceux qui ne sont plus capables de s'élever à ces nouvelles normes. Face à l'esprit de chapelle, les jeux de pouvoirs institutionnels, les énoncés inamovibles et la pensée unique, nous manquons cruellement d'espace de confrontation des idées, de rencontre entre différents champs et approches... Il nous faut peut-être acquérir un esprit nomade, quitter nos ports d'attache respectifs pour aller à la rencontre d'une réalité complexe.

Table des matières

Des énoncés parcourent les discours publics qui ont en commun avec les préjugés de former au sein de la pensée des kystes inamovibles échappant à déconstruction de l'analyse¹. Ils constituent en cela les indicateurs d'une société bloquée ou figée qui exorcise ses propres démons en les projetant sur des « maux » insaisissables.

Ainsi, le terme « banlieue » s'est imposé dans le vocabulaire social du monde politique et des médias avec en miroir celui d'« exclusion » qui est devenu un paradigme pour les sciences sociales². Ne faut-il par renverser la proposition et se demander si la crise de la banlieue n'est pas en réalité la crise de l'état : « depuis que banlieue, exclusion, insertion, violence, se sont imposés comme le vocabulaire incontournable de la description de cette crise, l'image des jeunes des banlieues s'est un peu retrouvée au centre du dispositif, comme si la "galère" de la "deuxième génération" résumait à elle seule tous les problèmes posés, le cadre de leur analyse ou celui des solutions à trouver »³.

Ce que reconnaît d'une autre manière Jean-Marie Delarue, auteur du rapport sur *La relégation*⁴ : « De la même façon qu'on dit qu'une entreprise "externalise" une fraction de ses coûts en recourant à la sous-traitance, on pourrait se demander si l'entreprise n'a pas aussi externalisé ses conflits... dans la ville »⁵.

Christian Bachman enfonce le clou : « la question centrale à laquelle se heurteront nos sociétés sera sans doute moins celle de la "ville" ou des "banlieues" que celle du décrochage social d'une fraction toujours plus importante de la population »⁶.

Il est toujours bon de rappeler quelques chiffres. Si le chômage atteint 12 % de la population active (près de 3,5 millions de personnes), la précarisation du travail indique une modification encore plus profonde bien que moins visible (80 % de la population active contractait un CDI⁷ en 1975. Ce chiffre s'érode à 65 % aujourd'hui au profit du CDD⁸, de l'intérim, de travail à temps partiel ou de l'« emplois aidés »).

Le nombre de CES⁹ s'envole de 278.580 en 1990 à 659.381 en 1993, celui des bénéficiaires du RMI¹⁰ à raison de 10.000 nouveaux allocataires chaque mois est passé de 335.675 en 1989 à 792.947 en 1993, le nombre des interdits de chèques atteint 1.158.000 en 1994. Tandis que certains s'appauvrissent, d'autres s'enrichissent : l'écart salarial entre les 10 % les mieux payés et les 10 % les moins payés saute de 2,9 en 1991 à 3,2 aujourd'hui. Parallèlement le PIB augmente avec une croyance moyenne de 2,1 entre 1980 et 1992 tandis que les charges salariales des entreprises et l'impôt sur les bénéfices des sociétés baissent.

De nouveaux mots sont employés pour désigner ceux qui n'ont pas leur part du gâteau : laissés pour compte, désaffiliés, relégués, exilés, hors-jeu, disqualifiés, ségrégués...

Cependant sont-ils « exclus » ? Peu de personnes, en particulier celles qui occupent un statut méprisé (SDF, Rmistes, précaires...), n'échappent à la loi du marché. Quant aux rapports sociaux, des événements récurrents, tels que les heurts dans les cités entre jeunes et police, ou les oppositions d'une notabilité urbaine à l'occupation du centre-ville par des « marginaux », viennent nous rappeler la persistance non de « problèmes sociaux » mais d'une question sociale.

Ce que souligne Robert Castel : « la nouveauté ce n'est pas seulement le retrait de la croissance ni même la fin du quasi-emploi... Elle est sans doute la réapparition d'un profil de "travailleurs sans-travail", lesquels occupent littéralement dans la société une place de surnuméraires, d' "inutiles au monde" »¹¹.

Pour ces « inutilés », toutes velléités revendicatives se heurtent à un contrôle continu dont le dispositif maintient à un niveau de subsistance et offre un certain degré de satisfaction : logique de contrôle par l'anomie qui opère par « tolérance répressive ». L'exclu est avant tout celui qui est nommé comme tel, diminué à niveau de responsabilité minimale, disqualifié dans les formes de prise en charge institutionnelles. Se pose alors la question si les « exclus » ont d'autres choix de se penser en dehors des mots, des cadres et des valeurs des institutions ?

Paradoxe apparent d'une politique d'inspiration libérale, « à la visibilité des logiques institutionnelles, s'est substitué une logique de service, de prestations individualisées, filet d'une étouffante « sollicitude » lorsqu'il s'agit notamment de pacifier les jeunes des "zones sensibles" »¹².

L'escamotage de la dimension conflictuelle réduit des rapports sociaux et par là leur instrumentalisation annihile les formes primaires de solidarité et de structuration du lien social sans pour autant juguler l'extension des formes de paupérisation.

Ce quadrillage de l'espace social met en question l'exercice de la démocratie. Ainsi, sur le plan de la participation, la décentralisation a rapproché l'instance des décisions politiques sans accroître la capacité du simple citoyen à s'introduire dans les instances décisionnelles et d'en infléchir le cours (cf. commissions développement social des quartiers, commission locale d'insertion,...).

Sur le plan de la communication, nous savons qu'un plus grand accès à l'information par les mass media ne contribue pas obligatoirement à un meilleur accès à la vie citoyenne (création de mode de participation, d'espace de parole, de liens de solidarité, de rapports à l'altérité), au contraire, le développement du premier accès tente à anesthésier la conscience de la réduction du second (pour exemple les différentes déclinaisons des talk-shows télévisuels qui parodie l'espace du forum démocratique)¹³.

Ce qui est donc posé à travers cette brève présentation pour ceux qui sont décrits comme « exclus » (travailleurs approchant l'âge de la retraite, jeunes primo demandeurs d'emploi, chômeurs de longue durée...) et considérés comme « non-force sociale », entre la résignation et la rage, c'est la possibilité de prendre une position associant utilité sociale et reconnaissance publique.

Ici se joue la capacité d'explicitier de nouveaux enjeux sociaux où la culture semble représenter un nouveau lieu conflictuel, se joue aussi la capacité de s'approprier un langage : formuler des mots pour qualifier sa vie (lui donner de la valeur), posant un nouveau rapport à son cadre de vie (nouvelles formes de valorisation des espaces comme l'espace urbain).

De ces deux capacités résulte une troisième : la capacité civile et politique de développer des activités et des espaces producteurs de sens, autrement dit se projeter dans un avenir maîtrisable. La thématique habituelle développée sur l'« exclusion » déplore l'absence de communication, de « lien social ». Ce n'est pas l'absence d'interactions qui est à relever mais la difficulté de créer un espace où ces interactions prennent sens.

Toute lutte suppose une appartenance collective, un projet pour l'avenir, l'identification d'un adversaire ou de lieux de pouvoir. L'émergence de nouvelles formes d'expressions culturelles, celles d'une « culture de la rue » comme le hip-hop (rap, graff, danse, DJ) peut représenter un indicateur de cette tentative de produire du sens en créant des espaces ou l'art, comme « perforeuse » des cadres fonctionnels institués, creuse de nouveaux espaces identifiés et qualifiés. Cela passe par la (ré) construction d'une identité dans sa double acception : *unique* (rapport subjectif au monde) et *identique* (sentiment d'appartenance).

Que l'on partage ou non cette analyse, la recherche en sciences sociales n'échappe pas aux interrogations qu'elle pose, si nous voulons nous doter des moyens d'appréhender la situation actuelle.

« Il est urgent que le chercheur mette en intrigue, reprenne le récit de l'autre. Il est temps de quitter notre installation en notre unique société pour reconnaître les forces du nomade : pouvoir sur les chemins qui mènent d'un lieu de sédentarité à un autre, patience du cheminement de fait dans un vaste espace qui n'admet de frontières que celles de l'imaginaire et du savoir faire,

territoire de réseaux du lien social : espaces singuliers de l'identité »¹⁴.

Outre une démarche compréhensive, un travail de restitution d'un sens, d'une parole, d'une histoire, d'une identité exige une autre approche langagière, la découverte d'une autre base conceptuelle.

Cela dépasse la classique recherche interdisciplinaire s'opposant à une « lutte des champs ». Ici s'envisage la possibilité de dessiner un « autre territoire du savoir »¹⁵. À l'instar des arts de la rue, il nous appartient de développer un processus de création, ouvrant des espaces où notre action prenne sens.

Notes de base de page numériques:

1 Sur le terme analyseur, voir, Rémi Hess et Antoine Savoye, *Analyse institutionnelle*, Puf, « que sais-je ? », 1993.

2 L'exclusion indiquerait une séparation de l'acteur du système. La division ne se poserait plus alors en terme de classes sociales mais de manière duale in/out, inclus/exclus. Dans ce cadre les « banlieues » représenteraient le nouveau lieu de ségrégation, alliant exclusion sociale et exclusion spatiale.

3 Introduction au colloque *Les jeunes des banlieues et leurs images*, Université de Paris VIII, 20-21 juin 1996.

4 DELARUE J-M., *La relégation*, Syros, 1991.

5 Entretien au *Monde*, 3 mai 1994

6 Bachmann C., Leguennec N., *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Albin Michel, 1996, p.482

7 Contrat de travail à Durée Indéterminée

8 Contrat de travail à Durée Déterminée

9 Contrats Emploi-Solidarité

10 Revenu Minimum d'Insertion

11 CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, 1995, p.386

12 ZECCA M., *Les arts florissants de l'épilogue* in « Jeunes mais citoyens », IDEF, 1994, p.74

13 Sur « la société du spectacle » nous serions trop rappeler le travail de Guy Debord (Gallimard, 1967 et 1992) ou encore celui de Georges Ballandier « Le pouvoir sur scènes » (Balland, 1992) ainsi que les différents écrits de Serge Daney...

14 TARRIUS A., In Collectif, *Ville, espace et valeurs*, L'harmattan, 1995 p.74

15 OSTROWETSKY S., introduction à *Sociologie en Ville*, L'Harmattan, 1996, p.9.